



L'emploi devrait enregistrer un nouveau recul en 2010

Si l'année 2010 n'est pas encore achevée, il est désormais très probable qu'elle se soldera par un nouveau recul de l'emploi sur le bassin rennais. C'est toutefois les conclusions auxquelles arrivent les membres de la cellule de veille conjoncturelle du Codespar. Plusieurs indicateurs macroéconomiques traduisent une certaine fragilité, comme le recul du pouvoir d'achat disponible des ménages, ou encore le nombre important d'embauches en contrats courts.

La reprise prévisible du secteur automobile ne se traduira sans doute pas par un effet « mécanique » sur l'ensemble de la filière locale, tel que le bassin l'avait connu lors des précédentes périodes d'intensification de l'activité.

La restructuration entamée ces dernières années dans la filière agro-alimentaire, lui permet aujourd'hui de conserver un bon niveau d'activité et ainsi d'envisager un maintien de l'emploi dans les prochains mois.

L'analyse de la situation du bâtiment est très contrastée. On constate une reprise sur le marché du neuf. Mais le secteur non résidentiel pâtit des difficultés financières des collectivités, et le secteur de la rénovation ne constitue plus un créneau « refuge » pour diversifier l'activité des entreprises.

Les besoins de recrutement les plus massifs restent durablement concentrés sur la santé, le public, le transport (SNCF) et les banques/assurances. Ils sont principalement le fait d'un effet structurel lié à une pyramide des âges vieillissante. De manière plus conjoncturelle, le marché français des logiciels et des services reprend son souffle mois après mois. Ceci constitue un argument majeur pour accompagner les mutations dont a besoin cette filière sur le bassin rennais pour surfer sur la dynamique.

Enfin, la cellule de veille continue d'alerter sur la situation financière des PME (petites et moyennes entreprises). En deux ans, le nombre de liquidations judiciaires a crû de 85 %.

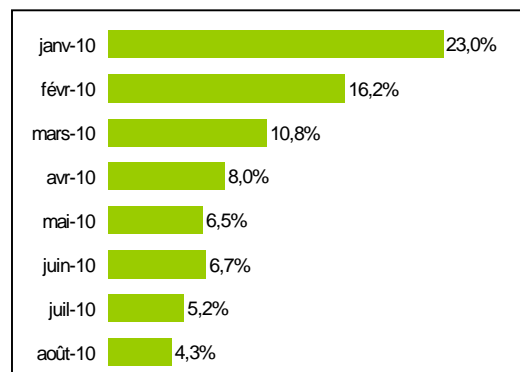


Certains indicateurs passent au vert ... clair

La présentation des comptes nationaux trimestriels par l'Insee pointe le redressement de plusieurs indicateurs macroéconomiques. Au deuxième trimestre 2010, le Produit intérieur brut (PIB) a augmenté en volume de 0,6 %, après une progression de 0,2 % au premier trimestre. Par ailleurs, l'investissement des entreprises renoue avec la croissance (+ 0,8 % après - 0,9 %) « pour la première fois depuis 2008 ». Autre indicateur encourageant, le nombre de Plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) continue de chuter : 1 300 au 1^{er} semestre 2009, 930 au 2nd semestre, 670 au 1^{er} semestre 2010.

Selon les estimations de l'Insee, l'emploi salarié en Bretagne aurait enregistré une hausse de 0,8 % au 2nd trimestre 2010 (contre + 0,1 % en France). Toutefois, elle doit être prise avec précaution dans la mesure où cette progression demeure largement imputable à la reprise de l'intérim (+ 10 %). La Banque de France confirme « un faisceau d'indicateurs positifs » qui traduisent un rebond de l'activité des entreprises bretonnes, « même si celui-ci ne permet pas encore d'inverser la tendance en matière d'emploi, notamment dans le secteur industriel ».

Progression du chômage en glissement annuel Catégorie A – Zone d'emploi de Rennes

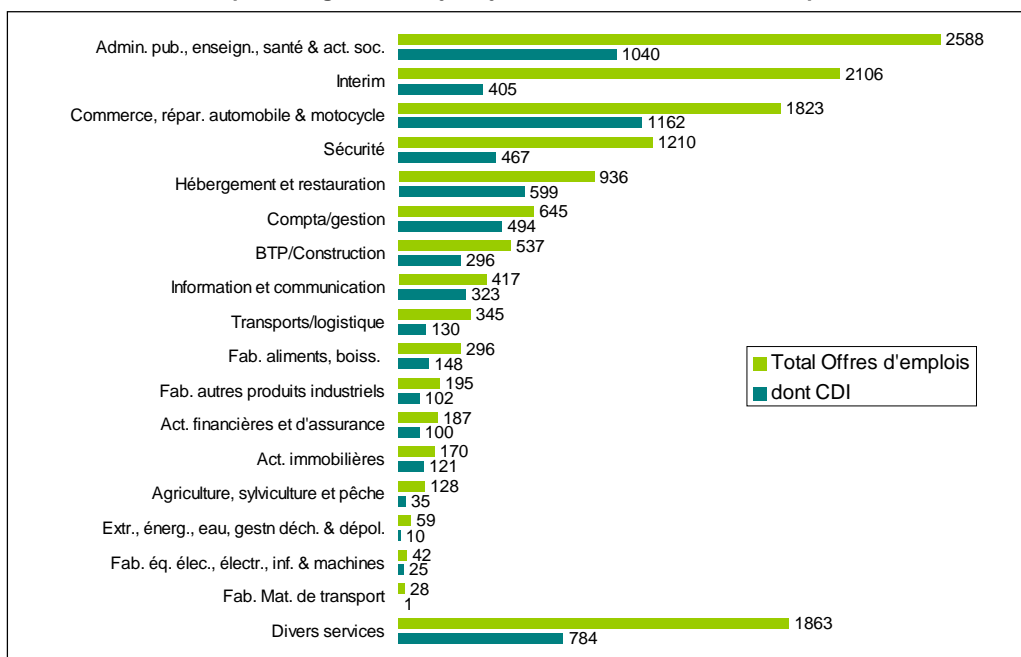


Source : Direccte – Traitement Codespar

Le marché du travail du bassin d'emploi de Rennes donne, lui aussi, les signes d'une première stabilisation. A la fin août 2010, la zone d'emploi comptait 25 400 demandeurs d'emploi de catégorie A¹. Si ce chiffre est en hausse de 4,3 % par rapport à 2009, l'évolution annuelle est en constante décélération depuis le début de l'année (elle était encore de + 23 % en janvier, cf graph ci-dessus). Cette tendance est due, entre autres, à un regain des offres d'emploi déposées, dont le nombre global croit de près de 20 % sur un an. Ces offres sont principalement déposées dans les secteurs administration publique/santé, intérim, commerce, sécurité et hôtellerie/restauration.

¹ La catégorie A regroupe les demandeurs d'emploi n'ayant pas eu d'activité lors du mois précédent, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emplois.

Cumul des offres d'emploi enregistrées en juin, juillet et août 2010 – Zone d'Emploi de Rennes



Source : Direccte – Traitement Codespar

Au final, on enregistre un léger infléchissement du taux de chômage sur le bassin qui atteint 7,2 % fin juin (contre 7,4 % fin mars).

L'économie reste en très grande fragilité

Selon les analyses de l'Insee et du FMI², la création de richesse (PIB) devrait croître entre 1,2 % et 1,6 % en France en 2010³. Si cette évolution contraste avec une année 2009 en récession (- 2,2 %), elle ne peut être jugée totalement satisfaisante. D'une part, parce qu'on est encore loin du niveau nécessaire à la création nette d'emplois (estimé entre 2,2 % et 2,5 %). D'autre part, parce qu'elle est structurellement fragile :

- Le rebond constaté de l'activité s'explique en partie par la reconstitution des stocks, bon nombre d'entreprises ayant choisi de « s'alléger » en 2009, face à une demande en berne ;
- Le solde commercial demeure dégradé dû, entre autres, à un euro fort qui pénalise les exportations ;
- Le « yo-yo » de la consommation des ménages ne permet pas de soutenir durablement l'économie (- 1,5 % en juin, + 2,7 % en juillet, - 1,6 % en août).

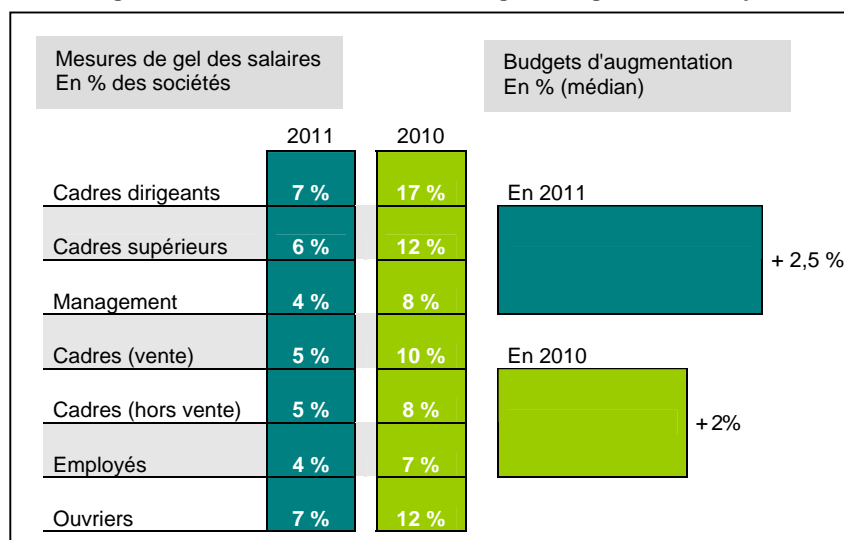
Si certaines enquêtes montrent que les entreprises prévoient de limiter le gel des salaires en 2011 par rapport à 2010 (cf infographie), il n'est pas sûr que l'impact sera significativement et durablement ressenti sur la consommation des ménages. En effet, on sait d'ores et déjà que certains postes vont augmenter (mutuelle de santé, gaz, électricité...) et vont amputer une partie du pouvoir d'achat disponible des ménages. Pour le Credoc, celui-ci devrait enregistrer une baisse de l'ordre de 1,5 % en 2010 et en 2011.

Le pouvoir d'achat disponible des ménages [...] devrait enregistrer une baisse de l'ordre de 1,5 % en 2010 et en 2011

² Fonds monétaire international.

³ 1,2 % étant l'acquis de croissance mesuré à mi-année par l'Insee et 1,6 % étant l'estimation faite par le FMI sur l'ensemble de l'année 2010.

Moins de gel des salaires en 2011 mais des budgets d'augmentation toujours bas



Source : Mercer / La tribune

Selon l'Acoss⁴, 62 % des intentions d'embauche sont des contrats à durée déterminée (CDD) de moins d'un mois. Cette statistique traduit donc la poursuite de l'attentisme des entreprises qui gèrent leur plan de charge à courte-vue. Par ailleurs, on peut supposer qu'un gonflement mécanique du nombre d'offres d'emploi s'opère actuellement. En effet, les entreprises sont *de facto* amenées à déposer plus régulièrement des offres par rapport à une période économique

faste où les contrats proposés sont de plus longue durée.

Sur la base de l'ensemble de ces paramètres, la cellule de veille confirme donc l'analyse qu'elle avait formulée en début d'année⁵, selon laquelle la reprise économique ne devrait

pas être suffisante pour inverser la tendance en matière d'emploi en 2010. Alors que les derniers chiffres de Pôle emploi font état d'une perte nette de 3 000 emplois salariés dans le secteur privé en 2009 sur la zone d'emploi de Rennes, tout porte à croire que le solde net sera, cette année encore, négatif. Néanmoins, il devrait être de moindre ampleur, notamment grâce à une reprise de l'intérim dans le bâtiment et l'automobile sur la fin de l'année.

⁴ Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

⁵ « 2010 : espoir d'une légère reprise mais pas de l'emploi », Codespar, mars 2010

Une fragilité qui peut être durable dans l'industrie

Pour la CCI Rennes Bretagne, l'analyse rétrospective met clairement en évidence la désindustrialisation de ces dernières années « plus exacerbée

sur le Pays de Rennes que sur d'autres Pays, et qui peut avoir à terme des conséquences sur une partie des services aux entreprises. » Pour Creativ, cette tendance s'explique par une taille moyenne d'entreprises trop faible qui ne permet pas d'être suffisamment offensif sur le marché international. La comparaison avec les entreprises allemandes est, sur ce point, éclairante. « Si les entreprises allemandes exportent autant de biens d'équipement, c'est parce que leur taille leur permet d'avoir des fonctions dédiées. Contrairement à beaucoup de PME françaises, elles peuvent se payer un commercial à l'export. » A l'échelle

mondiale, on constate une concentration des secteurs industriels qui permet de mieux supporter les coûts d'investissement et de R&D⁶. Et Creativ de rajouter « chasser en meutes n'est pas suffisant, il faut favoriser les fusions or, culturellement, c'est difficilement acceptable. [...] Pour l'heure, sur la base d'une croissance de PIB national qui devrait avoisiner 1,5 % sur plusieurs années, il est vraisemblable que la morosité du secteur industriel se poursuivra au moins pendant deux ou trois ans sur notre territoire. Il semble donc nécessaire que les entreprises soient en capacité de se positionner sur des marchés extérieurs en croissance forte. »

Une restructuration bénéfique dans l'agroalimentaire

Loin d'être une fatalité, la perspective qui s'offre aux entreprises du bassin et de la région Bretagne, doit faire prendre conscience de la nécessité d'une politique industrielle qui accompagne le déploiement des fonctions stratégiques de développement externe, de gestion de projet et

⁶ Recherche et développement.

« Selon l'observatoire des IAA « les perspectives de croissance pour les mois à venir ne sont pas énormes mais solides, et laissent espérer une stabilité de l'emploi »

« Pour Creativ, la filière automobile met en œuvre, « une stratégie d'ajustement des effectifs permanents et une externalisation des fonctions périphériques »

d'internationalisation. A cet égard, l'évolution de l'agroalimentaire est intéressante. Selon l'observatoire économique des IAA⁷ de Bretagne, la dynamique forte de croissance externe entamée depuis plusieurs années et encouragée par des politiques nationale et régionale, se traduit aujourd'hui positivement.

« Même si la structuration n'est pas achevée et que beaucoup de paramètres rentrent en ligne de compte, comme par exemple le prix des matières premières, l'export permet de tirer l'activité des IAA bretonnes sur les segments viande et

lait. » L'observatoire note une reprise de l'emploi dans ces segments qui ont opéré une véritable mutation depuis plusieurs années. Il juge que les perspectives de croissance pour les mois à venir « ne sont pas énormes mais solides, et laissent espérer une stabilité de l'emploi ».

Il reste cependant attentif à la stratégie qui sera mise en œuvre à court terme par les acteurs de la filière et qui peut avoir des conséquences importantes sur l'activité de certains sites. A plus long terme, la réforme 2013 de la Pac⁸ aura un impact important sur l'ensemble de la filière, même si celui-ci est difficilement mesurable aujourd'hui.

Une reprise de l'activité automobile qui n'aurait qu'un impact modéré sur l'emploi local

Pour la Banque de France, la filière automobile a « continué de souffrir » en 2010 avec un fait nouveau cependant : « les difficultés se sont progressivement étendues aux concessionnaires qui subissent l'arrêt de la prime à la casse ». Localement et du fait du démarrage de la 508, l'activité automobile devrait reprendre dès le mois de novembre avec un impact sur les équipementiers et fabricants de composants dont le plan de charge devrait être renfloué durant les deux prochaines années. Quelles conclusions peut-on en tirer concernant l'évolution des emplois ? En matière de gestion des ressources humaines, le cabinet Syndex souligne « l'épuration » entreprise par la filière automobile depuis deux ans qui obligera à avoir recours à l'intérim pour faire face au surcroît d'activité. Pour autant, selon Creativ, loin de révéler une gestion au « coup par coup », cette pratique de

⁷ Industries agroalimentaires.

⁸ Politique agricole commune.

recrutement met en exergue deux points : une stratégie d'ajustement des effectifs permanents et une externalisation des fonctions périphériques et des processus. « Il s'opère actuellement un redéploiement de la chaîne de la valeur, exacerbé par un renchérissement des matières premières dans les années à venir, qui pousse les constructeurs à aller chercher des marges de manœuvres à l'extérieur. » Dès lors, la reprise prévisible de l'activité automobile dans les prochains mois, n'aura sans doute pas l'ampleur de l'effet « mécanique » sur l'ensemble de la filière locale tel que le bassin l'avait connue lors des précédentes périodes d'intensification de l'activité (2000, 2004).

on peut craindre qu'un nombre important d'entreprises [du BTP], qui ont puisé dans leurs réserves, soient amenées à déposer le bilan dans le courant de l'hiver

Bâtiment : 500 emplois permanents en moins pour l'Ille-et-Vilaine en 2010

L'analyse de la situation du secteur bâtiment en 2010 est très contrastée. Pour la Fédération française du BTP⁹, depuis la fin de l'été on constate une reprise des autorisations de construire dans le logement. A l'échelle de l'Ille-et-Vilaine la progression annuelle est de 14 %¹⁰. Elle atteint 28 % si on se concentre sur les seuls logements collectifs. Par effet de décalage, l'indicateur de mise en chantier reste encore négatif (- 7 %), mais suit une tendance favorable mois après mois. Cette situation a permis aux promoteurs d'apurer leurs stocks et de relancer leur activité grâce à de nouveaux programmes. On note tout particulièrement que la bonne tenue des investissements des bailleurs sociaux ces dernières années, a eu un effet d'amortisseur de la crise dans le secteur du logement. Si certains indicateurs passent au vert, l'analyse de la demande en matière de logement doit néanmoins être faite avec prudence dans la mesure où beaucoup de crédits sont actuellement renégociés à cause de la baisse des taux d'intérêts. Une fois ce biais levé, on constate que la situation est stable dans l'immobilier et non pas en situation de reprise.

Le secteur entretien/rénovation, dont l'activité tendancielle recule de 2 à 3 %, ne

constitue plus un créneau « refuge » pour diversifier l'activité des entreprises. Par ailleurs, la mise aux normes énergétiques des bâtiments n'est, pour l'heure, pas un « relais de croissance suffisant pour les entreprises » selon la FFB 35. Elle y voit plusieurs raisons :

- Un financement des ménages pas assuré et/ou une certaine hésitation à se lancer ;
- Un effet indirect de la prime à la casse qui a orienté le budget des ménages sur d'autres postes de consommation.

Enfin, le secteur non résidentiel (bâtiments publics, santé...) pâtit des difficultés financières des collectivités, celles-ci souhaitant reporter les mises en chantier.

Au final, sur l'ensemble du secteur BTP, les capacités de production restent encore excédentaires.

Après un recul de 1 000 permanents en 2009 en Ille-et-Vilaine, celui-ci devrait concerner 500 personnes en 2010. La plupart des corps de métiers seraient concernés. Seule une reprise de l'intérim est escomptée, en liaison avec la bonne tenue du logement neuf. Par ailleurs, plusieurs fragilités territoriales sont pointées par la Fédération :

- Le marché tire le prix des offres commerciales vers le bas. « Les bases d'estimation des maîtres d'ouvrage ont été révisées à la baisse d'environ 20 % depuis deux ans, et les offres remises sont en retrait de 10% à 40 % sur ces bases. » Cette baisse fragilise la trésorerie des plus petits établissements. Les indicateurs de suivi de la Banque de France confirment cette fragilité, « même si celle-ci est sans doute moins prégnante qu'en 2009. » En conséquence, on peut craindre qu'un nombre important d'entreprises, qui ont puisé dans leurs réserves, soient amenées à déposer le bilan dans le courant de l'hiver ;
- Les difficultés financières des collectivités risquent d'annihiler le rôle d'amortisseur que joue traditionnellement le secteur du logement social ;

⁹ Fédération française du bâtiment d'Ille-et-Vilaine.

¹⁰ Entre septembre 2009 et septembre 2010.

- Le ralentissement du marché rennais du bâtiment redistribue la carte des acteurs sur le territoire. Les plus grosses PME quittent le marché rennais

au profit notamment des marchés parisiens et nantais. A contrario, le bassin attire des entreprises des Côtes d'Armor et sud Manche où la situation est encore plus tendue.

La visibilité sur ce secteur est donc quasi nulle pour 2011, mais s'éclaircit quelque peu pour 2012 avec le lancement de projets d'investissements lourds (impacts de la ligne LGV, Euro-Rennes, Cité des congrès...).

Les secteurs fortement re-crateurs sont ceux qui bénéficient d'un effet structurel

Mois après mois, la cellule de veille met en évidence certains secteurs qui semblent épargnés par le ralentissement conjoncturel entamé fin 2008. Ainsi, la santé, le secteur public (défense et collectivités), le transport (SNCF) ou encore les banques et assurances, ont pour point commun d'avoir des besoins massifs en recrutement. Or, ces besoins ont pour principale origine une pyramide des âges qui impose de remplacer tout ou partie des départs en retraite qui vont croissant. Si ces remplacements se font parfois poste par poste, comme par exemple pour les infirmiers, il n'en est pas de même pour tous les secteurs.

Ainsi, l'observatoire des métiers de l'assurance met en exergue que, actuellement et depuis plusieurs années, aux activités de front-office (guichet) sont préférés des profils de commerciaux, de chargés de clientèle, de gestion du patrimoine ou encore de contrôle des risques. A l'horizon 2015, les besoins de commerciaux devraient se stabiliser. Les métiers de conception et d'adaptation des produits devraient quant à eux enregistrer une hausse progressive.

A l'horizon 2015, les besoins de commerciaux devraient se stabiliser [dans le secteur assurance]. Les métiers de conception et d'adaptation des produits devraient quant à eux enregistrer une hausse progressive

Selon la CCI Rennes Bretagne « le nombre de liquidations judiciaires a crû de 85 % sur le bassin de Rennes »

De manière plus conjoncturelle, le marché français des logiciels et des services reprend son souffle. Cette reprise s'explique notamment par la diffusion progressive de l'externalisation des systèmes d'information (cloud

computing¹¹, Saas¹², administration des grands datacenter¹³...). D'abord dans les secteurs publics et de l'énergie, les besoins s'expriment désormais dans le secteur banque/ finance/ assurance. Cette tendance favorable a bénéficié dans un premier temps aux petites et moyennes SSII¹⁴, plus promptes à s'adapter aux besoins du marché. Depuis peu, on voit les SSII d'envergure nationale lancer des campagnes de communication pour attirer les candidats. Ceci laisse entrevoir dès lors, le risque d'une pénurie de main-d'œuvre sur ces profils très pointus. Sans surprise, c'est le marché des cadres qui en bénéficie le plus (commerciaux, informatique, systèmes d'information). Reste à savoir dans quelle mesure les caractéristiques propres au bassin en matière de TIC¹⁵, lui permettent de surfer sur cette dynamique.

Une situation qui reste tendue pour les PME¹⁶

Deux ans après le début de la crise, la santé de nombreuses entreprises est mise à mal. Plusieurs indicateurs laissent entrevoir une stabilisation de la situation. Ainsi, le nombre de dossiers de médiation du crédit déposés auprès de la Banque de France a fléchi à compter du début du deuxième trimestre 2010, et ce ralentissement semble se confirmer sur les derniers mois. La cellule de prévention de la Chambre des métiers et de l'artisanat note « un certain tassement du nombre d'entreprises qui [les] sollicitent ». Mais, cet apaisement ne signifie pas, loin s'en faut, un retour à la normale. L'enquête d'Oseo dresse un tableau pessimiste de la situation des entreprises bretonnes pour 2010, évoquant « une trésor-

¹¹ Informatique à la demande.

¹² Le « Software as a service » est un concept consistant à proposer un abonnement à un logiciel plutôt que l'achat d'une licence.

¹³ Centre de données.

¹⁴ Sociétés de services en ingénierie informatique.

¹⁵ Technologies de l'information et de la communication. Voir « Des enjeux forts pour deux piliers de l'économie rennaise », Codespar 2010.

¹⁶ Petites et moyennes entreprises.

rière très difficile et sans aucune amélioration attendue. » L'analyse par la CCI Rennes Bretagne du nombre de liquidations judiciaires est éloquent. En deux ans, leur nombre a crû de 85 % sur le bassin de Rennes atteignant 350 liquidations en 2010¹⁷. Les secteurs les plus touchés en 2010 sont : le BTP (80 liquidations), le commerce de détail (58), la restauration (57), le conseil et assistance en informatique (32), le commerce de gros (23), les services aux particuliers (12). Ils concentrent deux tiers des liquidations. Les raisons qui ont conduit à ces liquidations sont diverses :

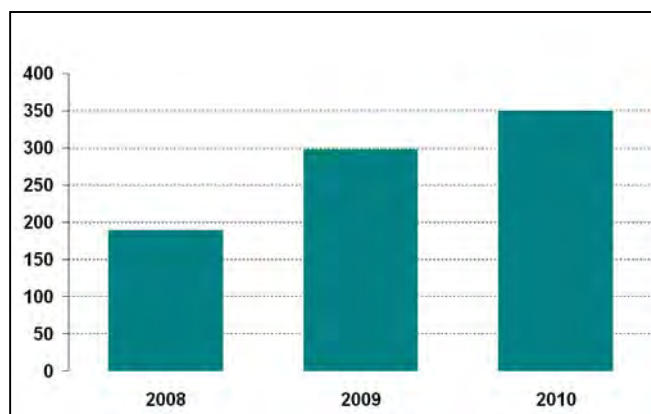
- Pour le conseil/assistance en informatique et les services aux particuliers, on peut supposer qu'il est le fait d'un apurement du marché. Certains créateurs d'entreprises ayant saisi une opportunité avant la crise sans avoir une situation financière suffisamment robuste pour faire face au ralentissement conjoncturel.
- Le commerce de détail et la restauration sont directement impactés par l'arbitrage des ménages en matière de consommation. En outre, la cellule de veille alerte sur les conséquences de l'obligation de mise aux normes dans le secteur de l'hôtellerie (anti-incendie, accessibilité...).

¹⁷ Période allant de octobre 2009 à novembre 2010.

- Le bâtiment subit le ralentissement conjoncturel général (voir « Bâtiment : 500 emplois permanents en moins pour l'Ille-et-Vilaine en 2010 », p.5).

Si l'impact sur les emplois est vraisemblablement mineur sur le conseil/assistance en informatique et les services aux particuliers, en revanche il est sans doute important sur les autres secteurs. Les perspectives pour 2011 sont plus favorables bien que modérées. L'indice avancé d'Oseo est positif ce qui signifie que la part d'entreprises qui anticipent une hausse d'activité et d'emploi est supérieure à la part de celles qui tablent sur un reflux.

Evolution du nombre de liquidations judiciaires sur le bassin d'emploi de Rennes



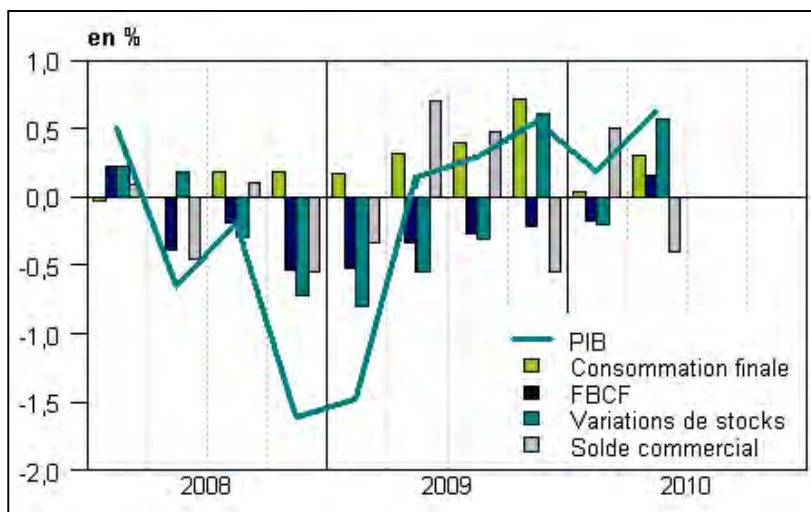
Source : CCI Rennes Bretagne

*Les notes
de conjoncture
du Codespar*

ANNEXES

*Les notes
de conjoncture
du Codespar*

Le PIB et ses composantes



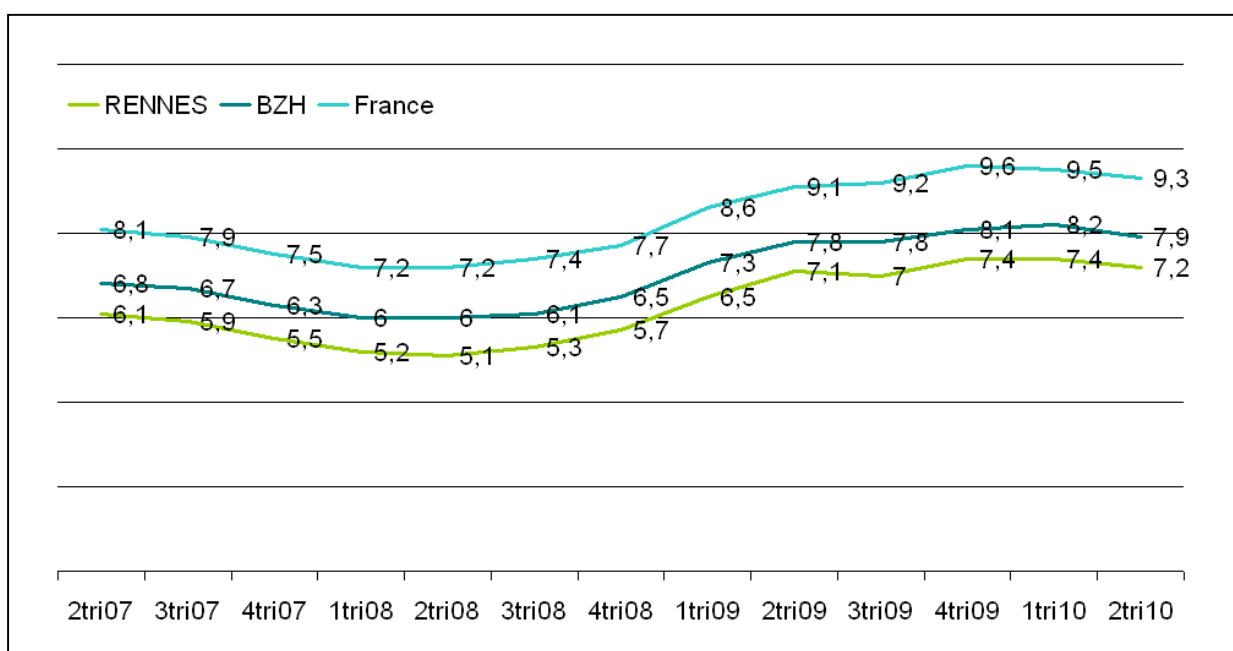
Source : Insee – Traitement Audiar / Codespar
FBCF : Formation brute de capital fixe (investissement)

Le PIB et ses composantes en volumes chaînés

	2009 T3	2009 T4	2010 T1	2010 T2	2009	2010 (acquis)
PIB	0,3	0,6	0,2	0,7	-2,5	1,3
Importations	-0,2	2,8	2,0	3,9	-10,6	6,2
Dép. conso. ménages	0,3	0,9	0,0	0,3	0,6	1,1
Dép. conso. APU*	0,8	0,6	0,0	0,4	2,8	1,3
FBCF totale	-1,3	-1,0	-0,9	0,8	-7,0	-2,1
dont ENF*	-1,1	-1,1	-1,0	1,1	-7,9	-2,1
dont ménages	-1,9	-1,5	-0,5	0,1	-8,7	-2,9
dont APU*	-0,3	0,0	-1,5	0,8	0,6	-0,8
Exportations	1,6	1,0	4,5	2,8	-12,2	8,1
Contributions :						
Demande intérieure finale hors stocks	0,1	0,5	-0,2	0,4	-0,5	0,6
Variations de stocks	-0,3	0,6	-0,2	0,6	-1,8	0,4
Commerce extérieur	0,4	-0,5	0,6	-0,3	-0,2	0,3

Source : Insee – Variations t/t-1, en %, données cjo-cvs
*APU : administrations publiques - ENF : entreprises non financières

Evolution du taux de chômage



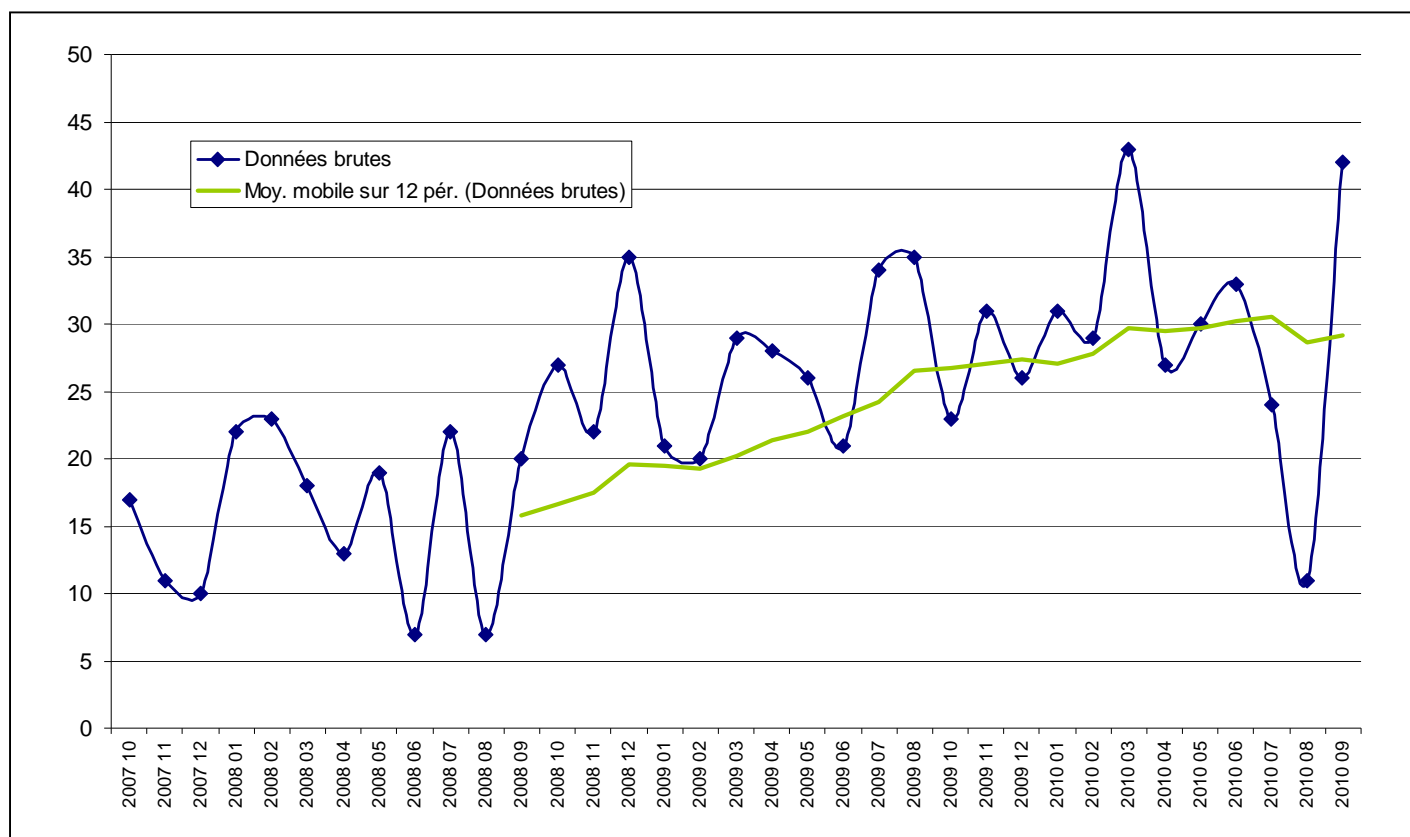
Source : Direccte – Traitement : Codespar

Nombre de liquidations judiciaires (d'entreprises) par année
Bassin d'emploi de Rennes - (du 01 octobre n-1 au 30 septembre n)

	2008	2009	2010
Agriculture	3		1
Energie	1	1	
Industrie agroalimentaire	2	2	
Travail des métaux			2
Mécanique	1	4	4
Electricité - électronique		4	2
Industries extractives			1
Textile cuir habillement	1		2
Bois ameublement	2	4	2
Industrie du papier carton			2
Imprimerie reproduction	2	1	4
Caoutchouc matières plastiques		2	
Verre céramique matériaux de construction	1	1	1
Industries diverses	1	1	
Construction	42	54	80
Commerce de gros	13	15	23
Commerce et réparation automobile	5	14	5
Commerce de détail	32	54	58
Transport entreposage	5	5	9
Hébergement restauration	24	63	57
Banque crédit assurances	10	5	9
Activités immobilières	7	13	7
Edition information communication	6	1	6
Conseil, assistance et informatique	15	21	32
Services opérationnels	5	9	15
Recherche et développement			1
Services aux particuliers	5	13	12
Arts, spectacles et activités récréatives	1	3	4
Enseignement	3	4	7
Santé, action sociale		1	3
Autres activités	2	3	1
Total	189	298	350

Source : CCI Rennes Bretagne

Evolution des liquidations judiciaires entre octobre 2007 et septembre 2010
(Bassin d'emploi de Rennes)



Source : CCI Rennes Bretagne

Nombre d'établissements par pays et par activité

Pays	Nombre d'établissements selon activité							
	Agriculture	Pêche	Industrie	Construction	Commerce	Services	Total	Dont artisanat
Pays de Brocéliande	1 030	0	245	492	449	884	3 100	969
Pays de Rennes	1 215	0	1 398	2 197	4 211	9 228	18 249	4 635
Pays des Vallons de Vilaine	590	0	157	377	310	641	2 075	733
TOTAL Bassin d'emploi	2 835	0	1 800	3 066	4 970	10 753	23 424	6 337

Source : COCEB d'après fichiers consulaires CCI, CMA et MSA Bretagne – données 2009

Effectif salarié par pays et activité

Pays	Effectif salarié breton						
	Agriculture	Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble (hors pêche)	Dont artisanat
Pays de Brocéliande	4.7 %	26.4 %	11.5 %	13.3 %	44.0 %	12 360	2 348
Pays de Rennes	0.7 %	13.9 %	6.7 %	14.6 %	64.1 %	194 800	15 128
Pays des Vallons de Vilaine	2.4 %	21.0 %	12.2 %	14.5 %	49.9 %	9 521	1 914
TOTAL Bassin d'emploi	nr	nr	nr	nr	nr	216 681	19 390

Source : COCEB d'après INSEE et MSA Bretagne – Données au 01/01/2008 et données au 01/01/2009 (agriculture)

Nombre d'établissements créés et repris par pays et grands secteurs d'activité

Pays	Nombre d'établissements créés et repris en 2008						
	Agriculture	Pêche	Industrie	Construction	Commerce	Services	Total
Pays de Brocéliande	63	0	25	50	64	126	328
Pays de Rennes	56	1	113	282	472	1 171	2 095
Pays des Vallons de Vilaine	35	0	14	48	44	98	239
TOTAL Bassin d'emploi	154	1	152	380	580	1 395	2 662

Source : COCEB d'après fichiers consulaires CCI, CMA et MSA Bretagne – données 2008

Nombre d'établissements fermés par pays et grands secteurs d'activité

Pays	Nombre d'établissements fermés en 2008							Dont artisanat	
	Agriculture	Pêche	Industrie	Construction	Commerce	Services	Total	Nombre	%
Pays de Brocéliande	72	0	20	52	39	74	257	75	29 %
Pays de Rennes	83	0	112	276	351	673	1 495	356	24 %
Pays des Vallons de Vilaine	26	0	14	31	23	44	138	43	31 %
TOTAL Bassin d'emploi	181	0	146	359	413	791	1890	474	25 %

Source : COCEB d'après fichiers consulaires CCI, CMA et MSA Bretagne – données 2008

Nombre et part d'établissements fermés avec présence de salariés par pays

Pays	Nombre d'établissements fermés avec présence de salariés (ICCS + pêche)		Nombre de salariés
	Nombre	%	
Pays de Brocéliande	53	29 %	147
Pays de Rennes	605	43 %	3 778
Pays des Vallons de Vilaine	40	36 %	281
TOTAL Bassin d'emploi	698	nr	4 206

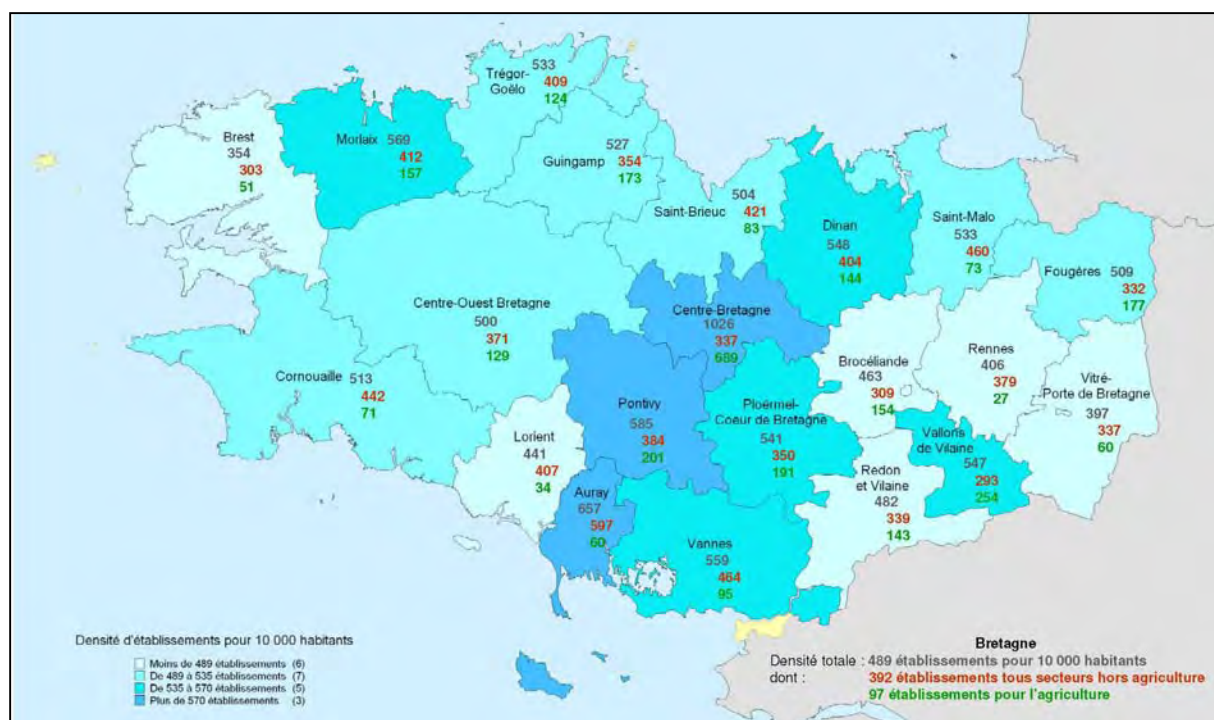
Source : COCEB d'après fichiers consulaires CCI, CMA et MSA Bretagne – données 2008

Nombre d'établissements potentiellement à reprendre par pays et grands secteurs d'activité

Pays	Nombre d'établissements potentiellement à reprendre							Dont artisanat	
	Agriculture	Pêche	Industrie	Construction	Commerce	Services	Total	Nombre	%
Pays de Brocéliande	290	nr	49	83	85	160	667	177	27 %
Pays de Rennes	374	nr	293	400	699	1 843	3 609	868	24 %
Pays des Vallons de Vilaine	170	nr	41	65	67	114	457	133	29 %
TOTAL Bassin d'emploi	834	nr	383	548	851	2 117	4 733	1 178	25 %

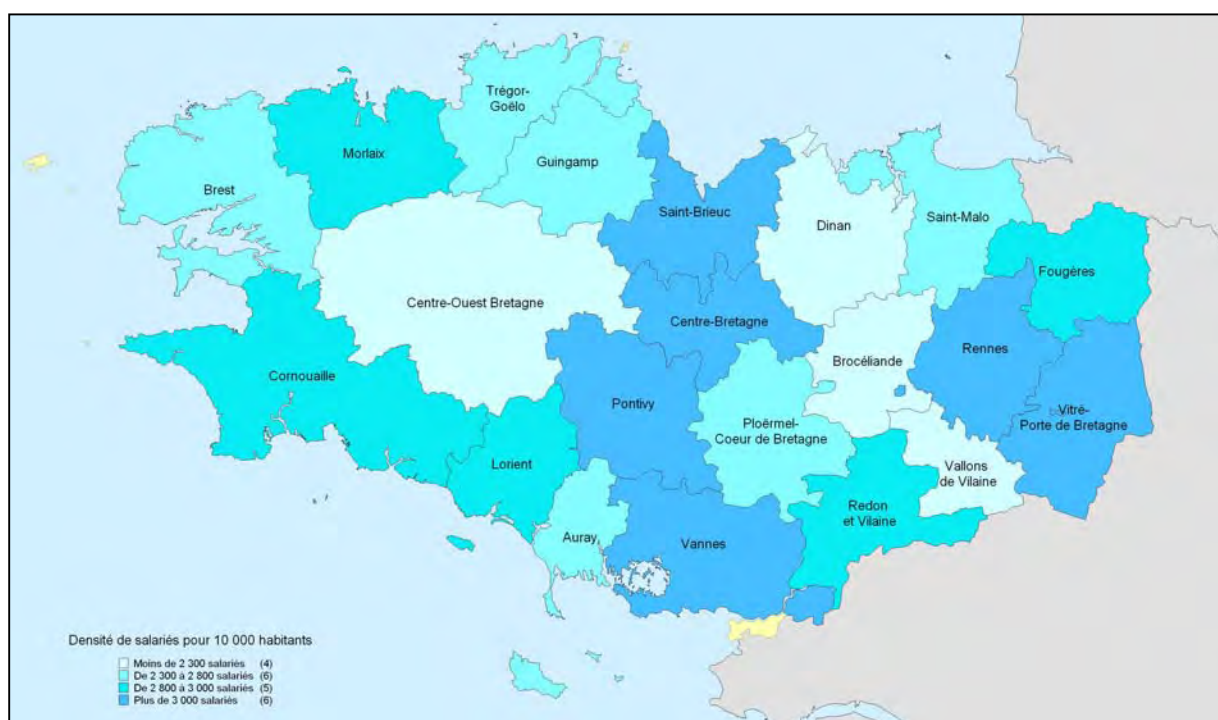
Source : COCEB d'après fichiers consulaires CCI, CMA et MSA Bretagne – données 2008

Densité d'établissements par pays



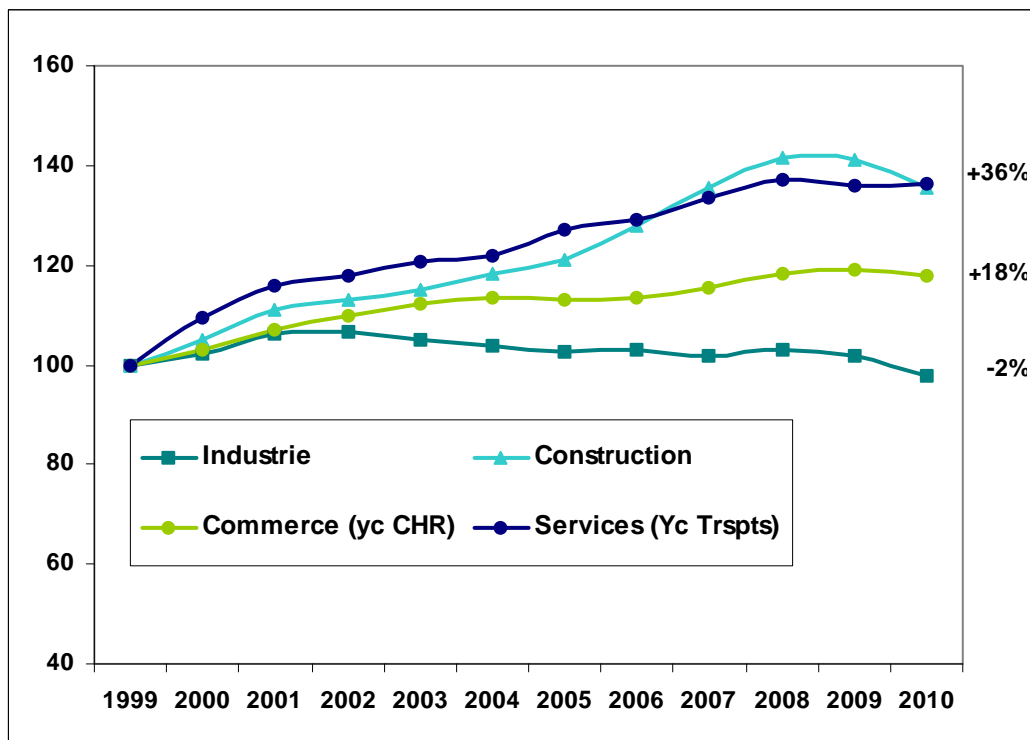
Source : COCEB d'après fichiers consulaires CCI, CMA et MSA Bretagne – données 2009, INSEE populations municipales 2006

Densité des effectifs salariés par pays



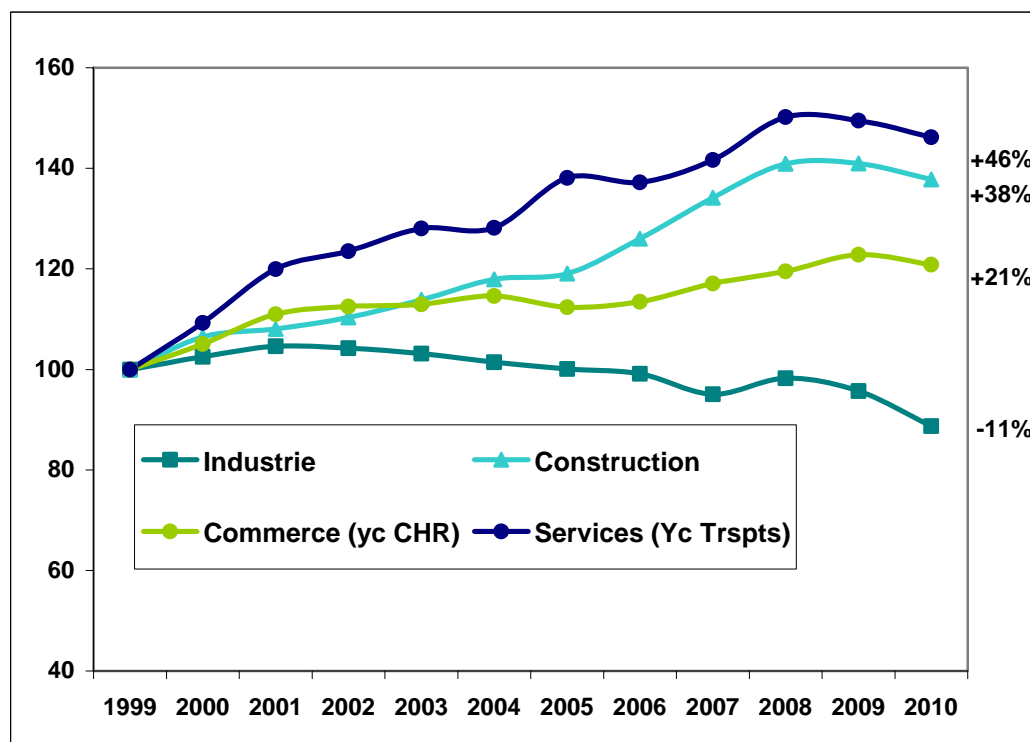
Source : COCEB d'après INSEE et MSA Bretagne – données au 01/01/2008 et données au 01/01/2009 (agriculture), INSEE populations municipales 2006

Evolution de l'emploi salarié dans les entreprises bretonnes



Source : CCI Rennes Bretagne

Evolution de l'emploi salarié dans les entreprises du Pays de Rennes



Source : CCI Rennes Bretagne

Objectifs et contexte de la cellule de veille conjoncturelle :

Par la réunion et le croisement des regards d'experts économiques locaux ou régionaux, généralistes ou sectoriels, le Codespar souhaite réussir à forger une analyse partagée de la situation économique du bassin et formuler un avis sur les impacts en temps réels et à court terme, de l'évolution économique conjoncturelle sur l'emploi. Les conclusions ressorties des analyses trimestrielles de la cellule seront soumises, entre autres, à la Plate-forme Activ'emploi de gestion territoriale des emplois et des compétences du bassin d'emploi de Rennes, chargée d'accompagner les mobilités professionnelles à l'échelle du territoire.

Cette cellule de veille conjoncturelle est une des composantes de l'axe « veille et redéploiement » mis en oeuvre par le Codespar et qui s'inscrit dans une volonté de porter un regard sur les mutations du territoire à tous les échelons temporels : rétrospectif, conjoncturel et prospectif.

Président de la cellule de veille conjoncturelle :

Jean Castel, Vice-Président du Codespar, Président du collège des Organisations Syndicales.

Membres de la cellule de veille conjoncturelle :

Mesdames Fauchoux (Meif), Feltmann (CCI), Le Hir (Apecita), Louesdon (plate-forme Activ'emploi), Rouas (CMA), Salaün (Observatoire économique des IAA de Bretagne) et Messieurs Daniel (Creativ), Doudard (Banque de France), Fillon (Randstad), Gabiel (Conseil Régional de Bretagne), Jezequelou (CCI), L'Hoste (FFBTP 35), Palard (Randstad), Richard (Syndex), Rolandin (Banque de France), Rouault (Rennes Métropole).

Contact :

Michaël BOIS

02 99 01 85 01

m.bois@codespar.org

**Note téléchargeable
sur le site**

www.paysderennes.fr

CODESPAR

4 avenue Henri Fréville
CS 40716
35207 RENNES Cedex 2

Tél. 02 99 01 86 57

Fax 02 99 01 86 69